Proposition de résolution pour une préparation offensive des conditions politiques de la grève générale (mars 2009)

(mise en discussion dans les comités NPA par les militants de la Tendance CLAIRE)

La situation sociale et politique justifie que le NPA décide une orientation offensive pour la lutte de classe dans les prochaines semaines, en adoptant un ***plan d'action*** qui serait mis en œuvre par tou-te-s les militant-e-s et dont l'axe soit le ***combat concret pour la grève générale.*** En effet, la grève générale n'est pas seulement un mot d'ordre de propagande, mis en avant à juste titre dans la résolution politique adoptée par le congrès et dans les tracts du NPA depuis plusieurs semaines ; mais c'est un objectif politique rendu réaliste à court terme par le développement même de la situation économique, sociale et politique : il est donc indispensable de concrétiser l'orientation du parti, outil des luttes.

Avec des taux de grévistes et un nombre de manifestants (2,5 millions) sans précédent depuis 2006, **le succès de la journée d'action interprofessionnelle du 29 janvier a prouvé que les travailleurs sont disposés à combattre pour ne pas payer la crise du capitalisme** et pour contrer la politique de Sarkozy. Ce succès a été d'autant plus important qu'il n'y avait pas eu d'initiatives interprofessionnelles dans toute la période précédente et que l'appel commun des directions syndicales, s'inscrivant dans la recherche de prétendues « solutions » capitalistes à la crise, était dépourvu de revendications précises et de toute perspective pour les travailleurs. De fait, **les directions syndicales ont refusé d'appeler à une quelconque suite qui aurait permis d'amplifier la mobilisation,** de créer des foyers de grève reconductible et d'aller concrètement vers une grève générale victorieuse. Elles ont préféré se caler sur le calendrier fixé par Sarkozy, en acceptant de temporiser et d'aller aux « concertations » du 18 février. Or le gouvernement avait annoncé ne rien vouloir céder aux grévistes et manifestants du 29 janvier et **les « concertations » du 18 février visaient uniquement à associer les directions syndicales à la mise en œuvre du prétendu « plan de relance » de Sarkozy.** Pour donner un os à ronger aux travailleurs qui espéraient une suite rapide au 29 janvier, les directions syndicales se sont contentées d'appeler à une nouvelle « journée d'action » sans perspective pour le 19 mars, près de deux mois après la précédente, alors que les dégâts de la crise sont de plus en plus graves et que la colère ouvrière monte !

Pourtant, débordant leurs directions syndicales par la mise en place d'AG, l'élection des délégués mandatés et des Coordinations nationales, **les enseignants-chercheurs et personnels BIATOS sont partis en grève reconductible et illimitée dès le 2 février.** Ils ont été rejoints par un nombre croissant d'étudiants, malgré la politique anti-grève de l'UNEF, et **le mouvement se radicalise maintenant, avec la**

multiplication des piquets de grève et 25 facultés bloquées par des étudiants, mais aussi par un nombre croissant d'enseignants-chercheurs. La journée d'action du 11 mars montre que la mobilisation peut s'étendre au reste de l'Éducation nationale. **Dans les hôpitaux, les travailleurs se mobilisent eux aussi massivement** contre la loi Bachelot, comme le prouve le succès de la grève et des manifestations du 5 mars. **À la Poste et dans les entreprises privées annonçant des licenciements, les grèves et actions locales se multiplient** ; en particulier, la grève des postiers du 92, qui dure depuis fin janvier malgré l'isolement dont elle est victime de la part des directions syndicales nationales, montre la volonté de combattre jusqu'au bout. Enfin et surtout, **les travailleurs et le peuple de Guadeloupe ont mené une grève générale avec piquets pendant six semaines, ils ont été rejoints par ceux de Martinique** pendant quatre semaines et la grève générale s'empare aujourd'hui à la Réunion. La puissante grève générale antillaise, que l'État colonial français n'a pas réussi à briser par sa stratégie de pourrissement, ses provocations et sa répression, a bénéficié du soutien d'une grande majorité des travailleurs de France (78% selon les sondages, et même 90% parmi les sympathisants de gauche). Par sa durée, sa détermination et ses piquets efficaces, elle a été en effet exemplaire : **il s'agit maintenant de suivre concrètement les travailleurs antillais sur la voie qu'ils ont ouverte.** Le patronat et le gouvernement le savent parfaitement : leur recul pourtant très partiel sur les revendications est compris comme le signe qu'il est possible de les faire céder. Cela amplifie encore la volonté de combattre des travailleurs qui, en France même, se sont mobilisés le 29 janvier et seront de nouveau massivement en grève et dans la rue le 19 mars.

Dans ses tracts, le NPA défend à juste titre la perspective de la grève générale. Celui du 23 février se terminait même de la façon suivante : *« Sans attendre le lointain 19 mars, journée nationale de mobilisation appelée par les syndicats, il nous faut nous aussi préparer la grève générale ici et dès maintenant et rejoindre les travailleurs des Antilles pour faire céder le gouvernement et le patronat. C'est à notre portée. »* D'autre part, lors de sa visite de solidarité aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe en grève générale, Olivier Besancenot a préconisé la mise en place de *« comités contre l'exploitation »,* suivant le modèle du LKP (1). Cependant, il faut aller jusqu'au bout de ces indications justes, mais trop fragmentaires pour constituer une véritable orientation politique concrète, pour que le NPA intervienne systématiquement comme parti dans la lutte de classe immédiate. C'est pourquoi nous proposons :

- **Que le NPA prenne l'initiative de lancer dans toutes les entreprises et tous les établissements où ses militant-e-s interviennent des comités de préparation de la grève générale.** Il s'agit de rassembler le maximum de travailleurs les plus combatifs pour discuter des conditions politiques de la grève générale, pour convoquer dès que possible des AG et pour se battre dans l'objectif de la grève reconductible et de la convergences des luttes comme moyens d'aller concrètement vers la grève générale.
- **Que le NPA propose sans attendre aux comités de préparation de la grève**

générale, aux travailleurs réunis en AG et aux organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier d'adopter une plate-forme revendicative immédiate unifiante :

- *Satisfaction de toutes les revendications des travailleurs de Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et des autres colonies ! Non à la répression, arrêt des provocations et des poursuites contre Élie Domota, retrait immédiat des forces de répression de l'État français de toutes les colonies ;*
- *300 euros mensuels d'augmentation pour tous les salariés immédiatement ;*
- *Aucun licenciement, aucune fermeture d'entreprise ;*
- *Annulation de toutes les suppressions de postes dans la Fonction Publique ;*
- *Retrait de toutes les contre-réformes en cours du gouvernement : Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), changement de statut de la Poste, réforme des lycées, décrets modifiant le statut des enseignants-chercheurs et les concours de recrutement des enseignants, loi LRU, projet de loi Bachelot contre l'hôpital public, fermetures et délocalisations des services publics utiles à la population, etc. ;*
- *Régularisation collective de tous les sans-papiers.*

- **Que le NPA combatte frontalement la politique des directions syndicales, exige qu'elles cessent leurs « concertations » avec le gouvernement et leur tactique des « journées d'action » sans perspective**. Il faut au contraire se battre dans tous nos syndicats, dans les AG et dans les comités de préparation de la grève générale pour exiger des directions syndicales du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, Solidaires…) qu'elles reprennent cette plate-forme de revendications claires et précises et qu'elles appellent les travailleurs à se mobiliser immédiatement, en préparant et en appelant dans les plus brefs délais à la grève générale.

---

1) Cf. la fin de la vidéo (vers 3 minutes 50) sur le site Internet du NPA : http://www.npa2009org/content/prise-de-parole-dolivier-besancenot-à-pont-à-pitre

Tendance CLAIRE, le 8 mars 2009